



Groupe de l'Alliance progressiste des  
**Socialistes & Démocrates**  
au Parlement Européen

**Délégation socialiste française**

Strasbourg – jeudi 24 novembre 2016

<http://www.deputes-socialistes.eu/la-violence-contre-les-femmes-est-un-probleme-qui-nous-concerne-tous/>

## **La violence contre les femmes est un problème qui nous concerne tous**

45% des femmes en Europe ont eu affaire au moins une fois dans leur vie à une violence sexiste. Du fait de l'absence d'harmonisation des politiques en ce domaine au niveau européen, elles ne sont pas protégées de la même façon selon le pays dans lequel elles vivent. C'est pourquoi le Parlement européen a adopté aujourd'hui, à une très large majorité (516 voix pour, 54 contre et 52 abstentions), une résolution visant à faire de la lutte contre les violences envers les femmes et les filles une priorité pour tous.

Un outil existe pour mieux protéger les femmes, prévenir les violences et poursuivre les responsables : c'est la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe, premier instrument international juridiquement contraignant sur la question. Si tous les États membres ont signé cette convention, seulement quatorze d'entre eux l'ont ratifiée, dont la France.

C'est pour cette raison que la Commission européenne a proposé, en mars 2016, que l'Union européenne puisse accéder à la Convention d'Istanbul. Cela constituerait un pas en avant très important pour davantage d'uniformisation des mesures de lutte contre la violence sexiste en Europe. Les discussions au Conseil prenant bien plus de temps que prévu, nous avons souhaité envoyer un message fort aux États membres en adoptant cette résolution, afin qu'ils accélèrent la cadence des négociations.

Nous avons également insisté pour que le texte appelle à l'adoption d'une directive européenne, qui permettrait de renforcer la mise en application de la Convention d'Istanbul au niveau européen et de traduire en mesures concrètes ses dispositions qui relèvent des compétences de l'Union.

Enfin, nous reviendrons avec une proposition qui nous tient profondément à cœur, et que nous regrettons de ne pas voir figurer dans la résolution : parce que le déni de l'accès à un avortement sûr et légal, et les grossesses forcées qui en résultent, sont une violence caractérisée envers les femmes et une violation de leurs droits humains, nous voulons faire de l'avortement un droit fondamental, qui doit être reconnu et protégé au sein de l'Union européenne.